



## Mireille DADOY

Chercheur en sociologie industrielle

Remplaçante éventuelle

## Antoine RIPERT

Dessinateur

Candidat du

P.S.U.

aux élections législatives de juin 1968

dans la 11º Circonscription des Bouches-du-Rhône

La crise de mai est une colère populaire. La jeunesse du pays, ses ouvriers, ses techniciens, ses cadres, ses étudiants, ses enseignants, ses artistes, ses paysans ont tous tenu le même langage : « Nous ne voulons plus de ce pouvoir, nous ne voulons plus travailler selon la volonté des autres et pour leur profit ».

Cette démonstration de force, pacifique tant que la police n'a pas cherché à y faire obstacle, n'a pas encore changé le pouvoir. Mais l'exigence demeure. Elle pourra être victorieuse quand les organisations traditionnelles de gauche, prudentes et étonnées, cèderont devant la vigueur du courant. Pour renforcer ce courant, le P.S.U. propose :

- L'économie passe aux mains des travailleurs pour être à leur service ; crédit et monnaie sont contrôlés ; les paysans deviennent maîtres des produits agricoles et de leur vente.
- L'université est reconstruite à partir de ses conquêtes : critique collective de l'enseignement, autonomie de décision et d'organisation, liberté en un mot.
- La culture, aussi libérée, n'est plus un produit que l'on vend; sa création continue résulte d'une union étroite avec le public; associations et centres culturels, services publics, éditions concourent à cette coopération créatrice.
- La liberté seule commande l'information : la radio-télévision autonome, les moyens de presse dans des offices nationaux relèvent d'une gestion démocratique, qui les ouvre à tous les courants.
- Pas de construction intérieure sans action internationale : contre la domination de l'impérialisme américain, contre la division en blocs, pour une construction européenne respectant le rythme de chaque pays, et solidaire des luttes du Tiers-Monde.
- La liberté responsable commence tout de suite : comités populaires bien informés dans les universités, les entreprises, les localités ; institutions locales qui décolonisent vraiment la province.

Cette plate-forme aujourd'hui n'est pas acceptée par tous. Seule pourtant elle unira bientôt ouvriers, techniciens, cadres, paysans, étudiants, enseignants, artistes, contre les appareils pour le socialisme dans la liberté; cela commence dès maintenant.